

## **CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ACCÈS AUX CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT DES SECRÉTAIRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (CADRE D'ORIENT)** *(Cette fiche se décline au masculin comme au féminin)*

**Note importante :** *Les ressortissants des États membres de l'Union européenne, d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autres que la France, de la Confédération suisse, de la Principauté de Monaco ou de la Principauté d'Andorre, s'ils sont nommés dans le corps des secrétaires des affaires étrangères, ne pourront occuper un emploi dont les attributions ne sont pas séparables de l'exercice de la souveraineté ou comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de prérogatives de puissance publique. Leur avancement de grade ou leur promotion de corps interviendra avec les mêmes restrictions.*

### **CONCOURS INTERNE**

Les candidats doivent remplir trois conditions :

1. *Une condition de statut* (décret n° 69-222 art 19 et 35) : le concours interne est ouvert :
  - 1/ aux fonctionnaires et agents de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article L. 5 du code général de la fonction publique, aux agents permanents de droit public relevant de l'État ou des circonscriptions territoriales ou du territoire exerçant leurs fonctions sur le territoire des îles Wallis et Futuna,
  - 2/ aux militaires,
  - 3/ aux magistrats,
  - 4/ aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale,
  - 5/ aux candidats justifiant de quatre ans de services auprès d'une administration, d'un organisme ou d'un établissement mentionnés à l'article L325-5 du code général de la fonction publique.
2. *Une condition d'activité* (article L325-25 du code général de la fonction publique) : les candidats internes doivent **être en activité à la date de la première épreuve**. Les candidats mentionnés aux 1°, 2° et 4° doivent être en activité, en détachement, en congé parental ou accomplir le service national.

**Les agents en disponibilité ne peuvent pas se présenter au concours interne.**

3. *Une condition d'ancienneté* (décret n° 69-222 art 35) : les candidats doivent justifier au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé d'au moins **quatre ans** de **services publics**.

#### **REMARQUES IMPORTANTES :**

- ❖ **Les « services publics »** s'entendent comme l'ensemble des services effectivement accomplis, en qualité d'agent de droit public (fonctionnaire ou agent non titulaire de l'État ayant rempli des contrats de droit public, des collectivités locales et des établissements publics qui en dépendent), il n'est pas indispensable que les services requis soient consécutifs ou accomplis dans une même administration. Les services accomplis au sein des organisations internationales intergouvernementales sont assimilés à des services publics.
- ❖ **Les services effectués en qualité d'agent recruté localement ne sont pas assimilés à des services publics.**
- ❖ Les périodes d'activité en qualité d'auxiliaire ou de vacataire sont prises en considération sous réserve qu'elles aient été accomplies en qualité d'agent de l'État c'est-à-dire qu'elles aient donné lieu à rémunération au titre d'emplois budgétaires de l'État.
- ❖ Le temps effectif de volontariat civil est compté dans le calcul de l'ancienneté des services exigés pour le concours interne exclusivement.
- ❖ Les services à temps partiel sont pris en compte au prorata de leur quotité, pour les agents non titulaires de l'État qui sont titulaires d'un contrat de travail à temps incomplet (temps travaillé inférieur à 50%).
- ❖ Les états de service ne sont à envoyer que sur demande du bureau des concours.

#### **CANDIDATS EN SITUATION DE HANDICAP**

En application de l'article L. 352-3 du code général de la fonction publique, les candidats en situation de handicap peuvent bénéficier d'aménagements des épreuves afin d'adapter la durée et le fractionnement des épreuves ou de leur apporter les aides humaines et techniques nécessaires. Les demandes d'aménagements doivent être formulées par les candidates et candidats en situation de handicap lors de leur inscription.

Conformément à l'article R 352-2 du code général de la fonction publique, les candidats doivent transmettre un certificat médical, établi moins de six mois avant le déroulement de l'épreuve, par un médecin agréé. Ce document atteste que la situation du candidat ou de la candidate nécessite les aides humaines et techniques ainsi que les aménagements qu'il précise, afin de lui permettre, compte tenu de la nature et de la durée de l'épreuve, de composer dans des conditions compatibles avec sa situation. Le certificat médical doit être transmis (par voie électronique) par le candidat dans les plus brefs délais et au plus tard à la date indiquée dans l'arrêté d'ouverture, délai de rigueur.

Les candidats ou candidates en situation de handicap qui souhaitent bénéficier de ces aménagements doivent impérativement signaler leur handicap lors de l'inscription.